ATTIRER LES IMMIGRANTS FRANCOPHONES : ET SI ON CHERCHAIT AUTREMENT ?

Richard Marcoux est professeur titulaire et directeur de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) à l'Université Laval. Il est coordonnateur du Groupe interuniversitaire d'études et de recherches sur les sociétés africaines.

Avant d'aborder la francisation des immigrants, revenons à l'immigration francophone, une idée qui revient continuellement dans le discours public et politique et qui n'est pas spécifique au Québec. En effet, dans le souci de soutenir ses minorités linguistiques, le Canada se préoccupe de maintenir le poids démographique des francophones dans ses provinces et territoires où les résidents de l'autre langue officielle sont largement majoritaires. Depuis le début des années 2000, le Gouvernement fédéral a mis en place différentes mesures afin de favoriser le flux d'immigrants francophones. Réunis à Whitehorse en juillet 2016 dans le cadre du Conseil de la fédération, les premiers ministres des provinces et territoires canadiens sont allés encore plus loin et ont entériné une cible d'immigration francophone à l'extérieur du Québec, jamais atteinte à ce jour, soit 5 % (Orfali, 2016). Une telle cible correspond, pour les années 2010, à environ 6 500 personnes ayant une maîtrise du français et qui s'établiraient annuellement hors du Québec parmi les immigrants de la catégorie économique. Les plus récentes statistiques indiquent toutefois que le nombre annuel d'immigrants résidents permanents et francophones de cette catégorie, établis au Canada en dehors du Québec, a oscillé entre 1200 et 1600 annuellement. On semble donc très loin du compte !

Comme souligné au chapitre précédent, on a observé au Québec au cours des dernières années une diminution de la proportion d'immigrants qui ont une connaissance du français à leur arrivée. Pourtant le nombre de francophones sur la planète ne cesse d'augmenter et serait même estimé à 300 millions actuellement. Serait-il possible que les stratégies de recrutement canadiennes et québécoises ne soient pas au diapason des transformations profondes que connaît l'espace francophone international ?

Depuis le début des années 2000, nous n'avons de cesse de rappeler que l'avenir démographique de la Francophonie se situe en Afrique. Par exemple, dans un ensemble composé d'une quarantaine d'États, nous avons pu évaluer à 36 millions l'augmentation du nombre de francophones de 2010 à 2018, en soulignant surtout que 90 % de cette augmentation provient du continent africain. Or, dans leurs démarches de recrutement, le Canada et le Québec semblent porteur d'un biais eurocentriste et avoir de la difficulté à imaginer qu'une immigration francophone puisse provenir hors de la France et de l'Europe, bassins traditionnels de l'immigration francophone d'établissement depuis… 1608 !

Par exemple, « Destination Canada » est un programme fédéral qui s'adresse aux candidats francophones qui cherchent des opportunités au Canada hors Québec. Dans le cadre de ce programme, le Forum Mobilité réunit annuellement, à Paris et à Bruxelles, des candidats à l'immigration et de potentiels employeurs au Canada. Pour avoir eu l'occasion d'y participer à titre d'observateur, il ne fait aucun doute qu'on réussit à y dénicher d'excellentes candidatures, mais est-ce porteur pour l'avenir de continuer à tenir ces activités uniquement dans ces deux villes alors que les francophones se trouvent et se trouveront encore davantage au sud du continent européen ?

Un autre exemple est le programme *Expérience internationale Canada* (EIC) qui offre aux jeunes l'occasion de voyager et/ou de travailler au Canada. Il se compose de trois sous-programmes :

- Vacances-travail ;
- Jeunes professionnels ; et
- Stage coopération internationale.

On trouve une liste de 33 pays qui participent à ce vaste programme, mais on compte seulement trois pays francophones (France, Belgique, Suisse) et aucun pays du continent africain.

Depuis les années 1960, suivant la doctrine Gérin-Lajoie, le Québec assure sa présence sur la scène internationale notamment par la mise en place de délégations officielles dans une douzaine de villes — dont Bruxelles, Londres, Mexico, Munich, Rome, Tokyo et aux États-Unis à Atlanta, Boston, Chicago et Los Angeles — de même que de « Bureaux du Québec » qui offrent des services dans un nombre limité de secteurs dans une quinzaine d'autres villes du monde. Si la Délégation générale du Québec à Paris, inaugurée en 1961, est la plus ancienne, ce n'est que 55 ans plus tard que sera inaugurée une telle délégation en Afrique, celle de Dakar. Il était temps ! Avec des Bureaux du Québec ouverts à Abidjan et Rabat au cours des deux dernières années, l'Afrique ne semble que très récemment être un continent d'intérêt pour les autorités québécoises. Mieux vaut tard que jamais !

Bref, alors que les plaques tectoniques de la Francophonie sont en mouvement et reconfigurent complètement l'espace international, le Canada et le Québec doivent absolument revoir leur approche en matière de politiques migratoires de façon à l'ajuster à ces nouvelles réalités. La très forte croissance de francophones en Afrique de l'ouest et centrale est portée par la démographie, bien sûr, mais surtout par les investissements importants dans le secteur de l'éducation et de la formation. Or, ces mêmes investissements font en sorte que de plus en plus de jeunes francophones d'Afrique présentent des caractéristiques qui répondent aux critères retenus pour immigrer au Québec et au Canada. Ces jeunes n'ont d'ailleurs pas attendu que les politiques se mettent en place puisque les données du recensement de 2016 révèlent en effet que « l'Afrique est maintenant le deuxième continent en importance du point de vue de l'immigration récente au Canada, ayant surpassé l'Europe à ce chapitre, qui occupe la troisième place » (Statistique Canada, 2017 : 4). Les cibles fixées par le Québec et le Canada en matière de migrants qui maîtrisent la langue française sont très modestes eu égard au demi-milliard de francophones que l'on pourrait compter sur la planète d'ici 2050… et que 90 % des jeunes francophones de moins de 35 ans se trouveront sur le continent africain.